CARREFOUR D'ANIMATION ET DE PARTICIPATION À UN MONDE OUVERT

CAPMO

435 Du Roi, Québec, QC G1K 2X1
418-525-6187 poste 221 / carrefour@capmo.org

ÇA ROULE AU CAPMO Feuille de chou du CAPMO, www.capmo.org, Facebook

Octobre 2018
Année 20, Numéro 02

De la liberté...

Parfois on revendique la liberté des gens de faire ce qui leur plait au détriment du bien commun. Cet individualisme se résume en un choix de consommation et au droit de polluer. Ce genre de liberté ne mène ni au bonheur ni à la réalisation de soi. Elle s'évanouit dans la jouissance de l'instant présent et ne construit rien de durable. C'est un peu comme si la raison abdiquait ses droits devant toutes les passions passagères qui nous viennent en tête. Comment fonder quelque chose de solide sans renoncement ? Les choix que nous faisons impliquent une projection de soi et l'apprentissage de la conscience d'être. Pourquoi suis-je celui-ci et non pas un autre ? Qu'est-ce qui me caractérise comme individu si ce n'est les options concrètes que j'actualise à chaque jour de ma vie ? Si je ne suis pas ce que je gagne ou ce que je possède, il faut que j'apprenne à me situer en cohérence avec mes valeurs fondamentales. Or, si la vie est tout ce que je possède, l'offrir et la partager, la donner et la consacrer, n'est-ce pas la quintessence de la liberté ?

On peut s'interroger s'il s'agit véritablement de liberté lorsque la publicité fondée sur les recherches les plus récentes en psychologie s'évertue à conditionner nos désirs de puissance et de reconnaissance, d'appartenance et d'identité. La force des publicitaires comme de toute propagande, s'appuie sur les émotions, les peurs et les désirs qu'il suffit d'aligner pour obtenir les résultats souhaités auprès d'un public cible. En absence d'une formation éclairée, d'un sens critique aiguisé et d'une vie intérieure orientée par un idéal plus grand que soi, la science ne suffit plus à convaincre. Pour motiver, ce qui signifie mettre en mouvement, il faut savoir émouvoir. La publicité s'accommode d'une faible conscience de soi parce qu'elle propose de combler le vide que nous éprouvons par tous les moyens possibles.

Pour entreprendre la révolution culturelle nécessaire à notre survie, il faut passer par une conversion des manières d'agir et d'interagir et une redécouverte du sens à la vie. Est-ce qu'accumuler des biens matériels et vivre dans la peur de les perdre peut constituer la plénitude de vivre ?

Il faudrait orienter les publicités dans une perspective écologique pour consacrer ces sommes à quelque chose de constructif et cesser d'être les otages des passions futiles. Dans cette lutte à finir, l'éducation et la culture sont des armes redoutables qu'il ne faut pas abandonner aux mains de l'adversaire. Sauron se fonde sur nos peurs, il suscite le vide, écrase le cœur et éteint l'âme. Mesurant tout dans sa soif de contrôler le monde, il refuse d'envisager sa barbarie.

N'oublions jamais combien le fleuve qui nous relie à la mer est profond. Ses eaux fécondes nous rappellent notre droit d'aînesse en cette terre d'Amérique. Non pas devant les nouveaux arrivés, mais face à cette liberté nihiliste de l'American way of life qui stipule que nul n'est responsable de son frère. L'histoire, le climat, le territoire, la langue, la culture, de même que notre manière d'être, nous répètent que nous ne sommes pas faits de cette fibre-là. Un souffle profond nous inspire, laissons-le traverser nos bornes imaginaires, fragiles contours d'une identité mal-aimée. L'être humain authentique se forge dans l'amour du prochain, jamais dans la haine de l'autre. Soyons libres et fiers pour embrasser, partager, inviter et accueillir, sans jamais renoncer à cette douce folie d'être qui nous sommes. Yves Carrier

Joyeuse anniversaire !

Jacques Grenier, 2 octobre/ Guy Boulanger, 10 octobre
Judy Miller, 12 octobre/ Jonathan Lacasse, 18 octobre
Jacques Archibald, 19 octobre/ Winnie Frohn, 20 octobre

DANS CETTE ÉDITION

Spiritualité et citoyenneté	2
Droit à la mobilité….	3-4
Crise existentielle...	5-7
Développement ONU	8-9
Période d'élection	10
Ingérence au Venezuela	
Calendrier	12

SPIRITUALITÉ et CITOYENNETÉ par Robert Lapointe

LE MAL EXISTE-T-IL? Différentes figures du mal.

Est-il simplement un moindre bien? Ou la résultante d'une erreur, d'un mauvais choix? Le mal est-il désuet, passé de mode dans ce monde moderne? Le péché, c'est quoi, ça? Ce à quoi je me rallie et que j'ai lu quelque part, c'est ce qui entrave mon progrès spirituel et celui d'autrui. Cela pourrait aller jusqu'à celui de la société. Ce qui me rapprocherait de la notion de péché ou de mal structurel de nos amis Franciscains. Ce qui entrave le progrès spirituel est assez large et peut permettre toute une typologie du mal selon le philosophe Julian Baggini, auteur d'un article paru dans un *Philosophie magazine hors-série* sur *Le Mal : **Dix figures du mal.***

Moi, je suis bon. Ce sont les autres qui sont méchants, qui incarnent le mal, qui me font du mal. Ce ressentiment, c'est le refus de voir en soi ce que l'on perçoit chez autrui, une projection commode, qui nous innocente et permet de désigner des boucs émissaires, des souffre-douleurs. Mais le mal est en soi, en nous, c'est la part d'ombre avec laquelle il faut apprendre à vivre. Et le mal peut devenir un bien et vice -versa, verser dans le vice. L'enfer, comme tout le monde sait, est pavé de de bonnes intentions.

Le mal naturel.

La nature fait-elle le mal? Les tremblements de terre, les tsunamis, les cyclones et tornades ou autres catastrophes sont-ils des punitions de Dieu en raison de la méchanceté des êtres humains? Dieu ou certains de ses porte-paroles en menaient trop large. Heureusement, la science s'est affirmée comme source de vérité.

Le mal systémique.

On peut dire aussi mal structurel, lié aux traditions, aux coutumes d'une société, à des lois, des systèmes économiques, politiques, hégémoniques. Pour les gens nés dans ces systèmes, la situation leur apparaît normale, comme allant de soi. Ainsi en est-il de l'esclavage, de l'excision, de l'oppression des femmes, de l'exploitation, du racisme, de l'exclusion sociale, de la peine de mort, du sort imposé aux animaux, etc. La conscientisation est fondamentale, ce qui amène à prendre une certaine distance par rapport à nos déterminations idéologiques, géographiques et historiques. Il n'y a pas si longtemps, il était normal pour un évêque en Nouvelle-France de posséder des esclaves, nous a appris Webster.

Le mal complice.

Si l'on veut être intégré à une société, il faut se soumettre à l'ordre qu'elle préconise, au mal systémique qu'elle soutient. On obéit aux ordres. Et de bonnes personnes, des bons citoyens, de bons soldats commettent les pires horreurs. On peut se poser des questions quant à la jouissance personnelle qu'ils y ont prise. Il est certain que l'ordre venu d'en haut a levé certaines inhibitions. Le mal est certes systémique, mais il peut aussi libérer celui qui dort en nous.

(À suivre)

Pas de droit à la mobilité sans la paix et le développement…

10 septembre 2018, par Pierre-Alain Millet

La question des migrants a pris une place dominante dans les médias et la vie politique dès qu'on parle d'Europe et du monde. Macron veut apparaitre comme un "progressiste" en Europe avec Merkel, face aux "nationalistes et populistes" divers en Autriche, Italie, Pologne... Merkel progressiste ? On pourrait en rire quand on connait la réalité massive des travailleurs pauvres en Allemagne, et le traitement des réfugiés que l'Allemagne n'a pas décidé de garder ! Macron progressiste ? Lui qui détruit les dernier droits sociaux et fait la chasse aux mineurs étrangers isolés dans toutes les grands agglomérations ! Tout le monde comprend qu'il tente de retrouver la configuration politique qui lui a réussi en 2017... seul candidat "démocratique" face à l'extrême-droite. Cela pourrait n'être qu'une tactique politique sans plus d'importance que la dégradation de la démocratie qu'elle révèle si les questions des migrants n'étaient pas des questions de vie ou de mort, de situations terribles pour des millions de personnes, de familles, d'enfants contraints par la misère ou la guerre à fuir leur pays sur des routes pavées de trafiquants, passeurs pourris, milices violentes...

Trop souvent, le débat médiatique et malheureusement aussi le débat citoyen animé par les associations d'aide aux migrants, se limite à la question de l'accueil, au droit des migrants, à la politique d'asile. Le résultat est que les peuples sont tiraillés entre les solidarités populaires traditionnelles, bien réelles, et le rejet d'une mondialisation que ces migrants symbolisent et qui met en concurrence les peuples entre eux et dans chaque pays, rejet bien réel lui aussi. Car le premier drame des migrants ne se passe pas à nos portes, mais au loin, dans les pays où les grandes puissances s'affrontent pour le (re)partage permanent du monde et de ses ressources. C'est bien la guerre et la misère qui provoque l'exode, et on ne peut parler de *"droit à la mobilité"* de *"droit à choisir son pays de résidence"* dans une réalité où ce sont les armes et la faim qui font les décisions des familles !

Il y a 40 ans, il y avait une émigration chinoise qui était à la fois celle d'un pays pauvre et celle des conflits politiques, mais aujourd'hui, sur toute la planète, les chinois sont... des touristes ! C'est le vieux débat des droits formels et réels, comment parler de droit quand on n'a pas de quoi manger, quand on se cache pour éviter les balles, quand on pleure ses proches morts sous une bombe dont on a réchappé ?

La question syrienne est illustrative de cette situation et malheureusement, quand on parle des migrants syriens ou afghans, on ne met que trop peu en avant la terrible responsabilité historique de la France [1] d'avoir alimenté la guerre pour des intérêts géostratégiques liées aux ressources énergétiques et au projet US de *"nouveau moyen orient"*. Car la crise des migrants syriens ne provient pas d'abord de l'histoire syrienne et d'un pouvoir nationaliste autoritaire, mais bien de l'instrumentalisation par les grandes puissances de l'OTAN des conflits internes de ce pays, en acceptant le pire, l'alliance de fait avec les groupes terroristes. Tout le monde le sait désormais, ce sont des groupes liés à Al-Quaïda qui domine les "rebelles" désormais regroupés à Idlib et ce sont eux que notre diplomatie veut "sauver" quitte à alimenter la guerre.

Pas de droit à la mobilité sans la paix et le développement…

S'il y a une urgence pour les migrants de cette région, ce serait que la France rompe avec cette politique militariste, cesse de soutenir militairement les groupes rebelles liés aux terroristes, et fasse enfin le choix de la paix, et que la France accepte de parler avec la Russie, la Turquie et l'Iran pour une solution politique à Idilb, comme cela a été fait dans plusieurs régions de Syrie. L'urgence deviendrait alors un accord pour la reconstruction de la Syrie rendant possible le retour des réfugiés, ce qui suppose une garantie politique sur les conditions de retour, car tout le monde comprend bien le risque des règlements de compte, dans un contexte ou Daech et Al Quaïda feront tout pour empêcher la paix.

C'est uniquement sur cette base que nous pouvons, ici, sortir de la contradiction apparente entre la solidarité avec les migrants et le rejet de la mondialisation. Nous ne défendons pas les droits des migrants au nom de la mondialisation et des guerres, mais au contraire pour sortir de cette mondialisation de la concurrence et de la destruction des états et des services publics ! Nous ne défendons pas les migrants au nom d'un "droit à la mobilité" absolu et indépendant des conditions sociales et économiques, mais au nom de leur droit réel au retour, leur droit de "vivre et travailler au pays" dans la paix et le développement.

Nous affirmons leur droit parce-qu'ils ont fuit nos guerres, nos bombes, parce-qu'ils ont fuit la misère dont profite nos multinationales dans le pillage de leur ressources, et parce-qu'ils sont une force vive pour sortir leur pays de cette domination occidentale et qu'ils sont très nombreux à avoir toute leur place dans la reconstruction et le développement de leur pays. C'est d'autant plus vrai que les plus qualifiés et les plus en lien avec l'occident sont souvent partis les premiers, parce qu'ils en avaient plus la possibilité.

Nous affirmons leur droit parce que nous refusons la concurrence des bas salaires dont le patronat profite avec les migrants. Nous réclamons non seulement un accueil digne, mais un accueil tourné vers la formation des migrants pour leur donner le droit réel à agir dans la vie économique, ici, chez eux ou ailleurs. Au passage, ce serait l'intérêt de la France de permettre aux migrants la capacité à développer une activité en Français, devenir en quelque sorte un vecteur de la place de la France dans la mondialisation, une mondialisation qui ne serait pas celle de la "concurrence libre et non faussée", donc celle de la guerre, mais une mondialisation de la paix, de la coopération et du développement.

C'est pourquoi nous refusons le titre de "progressiste" ou de "démocrate" à Macron, Merkel et à tous ceux qui dénoncent les "populistes" au nom d'une union européenne qui serait vertueuse alors qu'elle est l'arme de la concurrence. Non, ils sont les dirigeants de vieilles puissances coloniales qui cherchent désespérément à freiner l'évolution vers un monde multipolaire de développement partagé, ils ne défendent que les intérêts d'oligarchies mondialisées qui n'utilisent les états que comme force répressive à la fois contre les couches populaires et contre les migrants.

Et c'est ainsi que nous comprenons le message de Maduro à ses compatriotes émigrés *« Je dis aux Vénézuéliens (…) qui souhaitent échapper à l'esclavage économique : arrêtez de laver les toilettes à l'étranger et venez vivre dans votre patrie »*.

La solidarité avec les migrants ne peut pas être l'accompagnement de l'exploitation capitaliste de la guerre et des bas salaires. Elle doit reposer sur l'affirmation de leur droit sociaux et nationaux !

Crise existentielle dans le système du néolibre-échange

2018/08/30 | **Par Jacques B. Gélinas L'Aut'Journal**

Stupéfiant renversement de situation : le président du pays qui, au début des années 1990, a conçu, promu et signé l'ALENA - l'accord type de néolibre-échange – déclare aujourd'hui qu'il n'y croit plus. C'est « *le pire accord jamais conclu* », clame Trump. Le libre-échange, oui, mais transformé à l'avantage des États-Unis: *America first!*

L'ordre néolibre-échangiste, qui s'est imposé à l'échelle planétaire, traverse une grave crise existentielle. Crise alimentée par les déréglements climatiques, la dégradation de notre habitat terrestre, la montée scandaleuse des inégalités et la crise migratoire qui s'ensuit. Sa raison même d'exister semble remise en cause.

Un objectif démentiel présidait à la mise en place de ce système. Domestiquées par les lobbies des compagnies transnationales, les élites politiques d'Occident ont formé le dessein d'organiser le monde comme un marché unique, global et dérèglementé. Un tel système, aux dimensions planétaires, ne peut fonctionner que si les dirigeants des grandes puissances lui apportent un soutien sans failles. Ce n'est plus le cas. Les dirigeants actuels des États-Unis, du Royaume-Uni, et de nombreux de pays de l'Union européenne, dont l'Italie, n'y croient plus.

Un séisme révélateur

Il est tentant de considérer l'opposition de Donald Trump à l'ALENA, au traité de Partenariat trans-pacifique (PTP) et au néolibre-échange en général, comme une aberration. La lubie d'un homme d'affaires arrivé par accident à la présidence de la première puissance mondiale. Le phénomène Trump, c'est plutôt l'aboutissement logique de 30 ans d'une guerre commerciale larvée, qui a dégénéré en une guerre commerciale mondiale, ouverte et fracassante.

Le nœud de tous les accords de néolibre-échange, c'est la dérégulation financière. Une manœuvre qui laisse le champ à la libre circulation transfrontalière des capitaux et des investissements. C'est la voie ouverte au déménagement des entreprises d'un pays à l'autre. Le but est de tirer les salaires vers le bas.

L'ex-président de General Electric, Jack Welch, estimait que toutes grandes compagnies devaient se considérer comme campant sur une grande barge, prête à voguer, à tout moment, vers le pays où les salaires sont les plus bas, les impôts minimes et les règlementations sociales et environnementales quasi absentes.

Cette économie de la « grande barge » expose les salariés des pays riches à une concurrence impossible avec la main-d'œuvre bon marché des pays sous-développés ou émergents. Il en résulte un système d'empoisonnement mutuel, comme c'est le cas entre les États-Unis et le Mexique liés par l'ALENA.

Les géologues constatent que les tremblements de terre contribuent à une meilleure connaissance de la croûte terrestre et des forces tectoniques qui la secouent. Ainsi, le séisme politico-économique enclenché par Trump fournit l'occasion de mieux comprendre la véritable nature du capitalisme néolibre-échangiste prédateur, aujourd'hui ébranlé par les alliances géopolitiques qui se nouent de l'autre côté du globe.

Crise existentielle dans le système du néolibre-échange

2018/08/30 | **Par Jacques B. Gélinas L'Aut'Journal**

Le charme discret de la Chine

Comme noté plus haut, le PERG est une initiative de l'ANASE, qui voulait résoudre les rivalités entre la Chine et le Japon, d'une part, et la Chine et l'Inde, d'autre part. La Chine a rapidement émergé comme leader naturel du groupe, mais suivant sa bonne vieille tradition diplomatique, elle reste discrète. Beijing n'a pas besoin d'imposer ses règles; sa masse économique et démographique lui confère une capacité d'attraction qui la dispense de toute attitude autoritaire. Elle dispose par ailleurs de nombreux autres atouts pour étendre son influence et contrer celle des États-Unis.

En 2013, elle lance le gigantesque projet d'une nouvelle Route de la soie, renommée *Belt & Road Initiative*. L'objectif est de créer un réseau de voies ferroviaires et de liaisons maritimes, destiné à relier la Chine à l'Europe en passant par la Russie, l'Afrique, le Moyen-Orient et des dizaines de pays. À ce jour, 68 États ont confirmé leur participation active, dont de proches alliés des États-Unis, comme le Royaume-Uni, la France et l'Allemagne. Au grand déplaisir de l'Oncle Sam.

En 2015, la Chine fait un pied de nez à la Banque mondiale et au Fonds monétaire international, en créant la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures. La BAII compte 80 membres, avec une petite caisse 250 milliards de dollars.

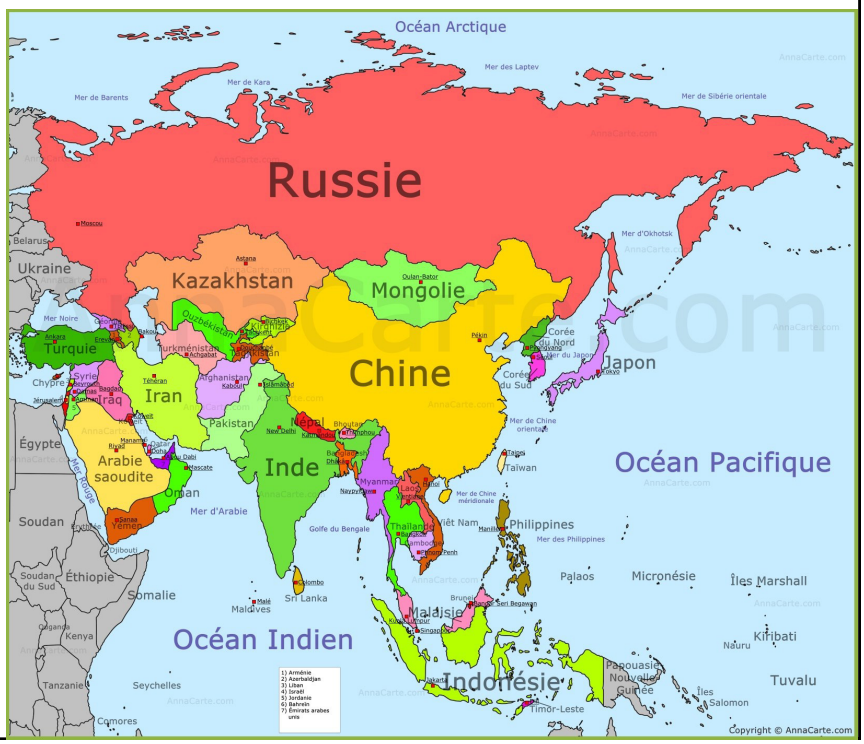
L'influence des États-Unis dans la région n'est pas prête de disparaître. Cependant, la nouvelle dynamique impulsée par la Chine leur fait perdre progressivement de l'influence et du terrain, non seulement en Asie, mais dans le monde.

René Lévesque, le québécois visionnaire

Dans ses mémoires publiées en 1987, René Lévesque écrit : « *C'est Tokyo et bientôt tout l'Orient qui vont succéder à New York et Chicago. Après une greffe qui le transféra naguère de l'Europe en Amérique, le cœur du monde s'apprête à réintégrer son organisme originel.* » (*Attendez que je me rappelle…,* p. 168)

La Chine ne veut plus dépendre d'un Occident prédateur qui l'a longtemps maltraitée. Pour cela, elle s'est mise en frais de créer un autre modèle d'échange et de communication entre les nations.

Est-ce une bonne nouvelle pour l'humanité? Et pour la Terre en détresse? Est-ce que les peuples auront leur mot à dire dans ce grand basculement du monde? *Attendez que j'y réfléchisse…*



Les ODD, des objectifs communs pour les biens communs par Sibi Bonfils

En septembre 2015 les chefs d'État et de Gouvernement des 193 pays membres de l'Organisation des Nations Unies (ONU) ont adopté, à l'unanimité, un programme mondial de développement dans lequel ils s'engagent « *à libérer l'humanité de la tyrannie de la pauvreté et du besoin, à guérir, à prendre soin de la planète et à la préserver* ».

Le programme adopté, intitulé Agenda 2030 pour le Développement Durable, est un véritable plan d'action que nos chefs d'État et de gouvernement se sont fermement engagés à mettre en œuvre dans leurs pays respectifs « *sans laisser personne de côté* ». L'Agenda 2030 a été construit autour des propositions résultant d'un vaste processus de consultation ayant impliqué l'ensemble des acteurs mondiaux de développement, les pays, les agences de l'ONU, les banques de développement, les sociétés privées, la société civile. Les peuples autochtones, les femmes, les enfants, les handicapés ont été consultés dans tous les recoins de la terre. Le Pape François qui a ouvert, avec D'autres leaders du monde, les travaux du Sommet de l'ONU ayant adopté l'Agenda 2030, y a fait des propositions fortes inspirées de sa Lettre Encyclique *Laudato Si' sur la sauvegarde de la maison commune*.

Toutes ces personnes de bonne volonté ont ardemment souhaité que d'ici 2030, les efforts des pays et de tous les acteurs de développement soient recentrés sur :

- **Les personnes**, en éliminant la pauvreté et la faim sous toutes leurs formes et en garantissant pour chacune la dignité et l'égalité,
- **La planète**, en protégeant les ressources naturelles et le climat pour les générations futures;
- **La prospérité**, en assurant pour tous une vie prospère et épanouissante en harmonie avec la nature;
- **Le partenariat** entre pays et dans les pays, en impliquant toutes les parties prenantes et tous les peuples, le focus restant les besoins des plus démunis et des plus vulnérables;
- **La paix**, en favorisant partout dans le monde, l'émergence de sociétés pacifiques, justes, inclusives et libérées de toute violence.

Les ODD, des objectifs communs pour les biens communs par Sibi Bonfils

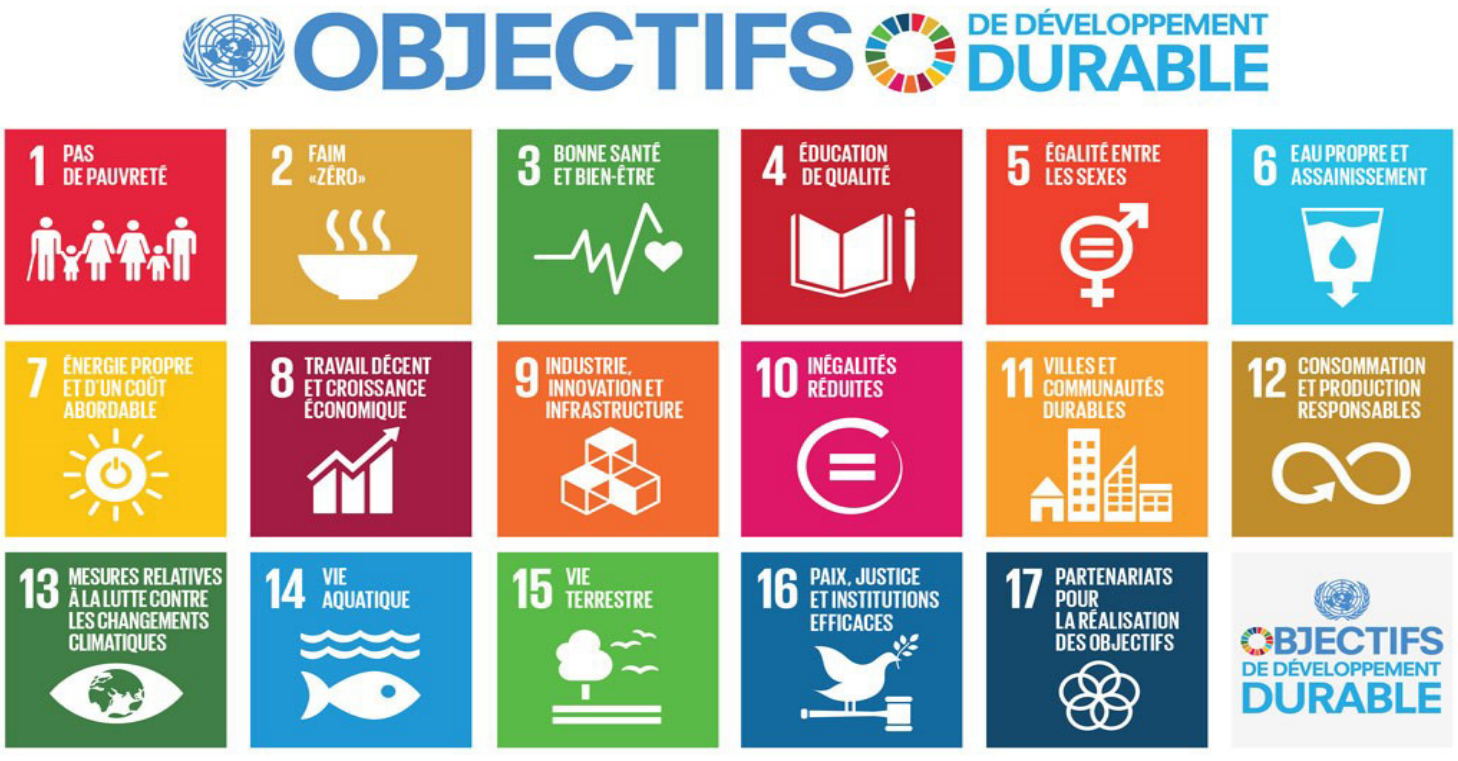
Avec l'Agenda 2030, nos chefs d'État et de Gouvernement ont adopté des objectifs clairs, centrés sur les biens communs à produire, à protéger ou préserver, et sur les problèmes clés de développement à résoudre, avec des cibles à atteindre d'ici 2030. Ces objectifs, les 17 Objectifs de développement durable (**ODD**) et leurs 169 cibles, commandent par exemple, d'éliminer la faim et la pauvreté d'ici 2030 partout dans le monde; d'assurer pour tous une bonne santé et une éducation de qualité; de garantir l'accès de tous à l'eau potable, à une énergie propre et à un travail décent; de combattre les inégalités entre les sexes et entre les pays; de protéger le climat, la vie aquatique et la vie terrestre; de se doter d'institutions efficaces…

Autour de nous, en Amérique du Sud, en Afrique, en Asie et en Europe, les pays, les institutions publiques et privées, les collectivités territoriales, sont en train de revisiter leurs stratégies et plans de développement pour réaliser les **ODD**, utilisés aujourd'hui comme cadre de conception et d'évaluation de l'action publique et privée.

Les sociétés civiles nationales et mondiales, en bons chiens de garde pour les biens communs nationaux et mondiaux, se réfèrent abondamment aux **ODD** pour interpeller les gouvernements, les agences de développement et les multinationales, et les rappeler aux engagements qu'ils ont pris en 2015 avec leurs pairs à l'ONU, et à leurs devoirs.

Au cours des campagnes électorales qui s'achèvent au Québec et au Nouveau Brunswick, on a peu parlé des **ODD,** et peut-être pas du tout. Il en sera sans doute de même l'année prochaine lors des élections fédérales. Quelqu'un, quelque part, n'a pas fait le travail d'information dû à la population. Il y a là un espace de liberté dont la société civile québécoise et canadienne pourrait et devrait se saisir.

Sibi Bonfils
www.globalshift.ca
sibi@globalshift.ca



Période d'élection : période d'électrochocs ?

Groupe Solidarité Justice

Le climat se réchauffe en éducation ? Que se passe-t-il ? Il y a déjà plusieurs années que la sonnette d'alarme voulait mettre fin aux sornettes partisanes. Ce que nous vivons aujourd'hui dans le désarroi de notre société vieillissante, face à la peur du lendemain, décentre notre attention sur l'émergence d'une jeunesse ouverte au monde en pleine transformation. Les murs craquent, les plafonds coulent, les ados désertent l'école, les profs s'épuisent, mais la vie s'obstine à vouloir se tracer un nouveau chemin dans notre système d'éducation. Le temps n'est plus au fard ou au calfeutrage mais à une option radicalement novatrice en faveur d'une éducation de qualité. Bien au-delà du sous-financement ou des compressions insensées dans ce secteur vital de la société, c'est le manque d'envergure et de vision qui nous appauvrit tous culturellement et socialement. Les tablettes où sont remisés de bons projets éducatifs mériteraient d'être revisitées, dépoussiérées. Des années d'efforts collectifs attendent l'aboutissement de leurs propositions.

Il faut avoir le courage de façonner notre système d'éducation d'aujourd'hui à la manière de celui qui plante un chêne et qui s'assure que les racines auront place pour toute l'extension future. Un arbre solide, un tronc fort, nourrissant des branches qui supporteront la diversité dans toute sa beauté et son unité. L'arbre solide aux racines profondes est un symbole de la force d'une société unifiée par un tronc commun. Pour former ce tronc commun, le ministère de l'Éducation doit offrir, dans la langue officielle du Québec, à tous les jeunes de son territoire, la meilleure éducation possible. Nourris d'une sève commune, se parlant pour se comprendre dès le plus jeune âge, ils briseront les ghettos linguistiques, religieux ou autres dont ils ont hérité, pour vivre leur vie à eux, dans leur monde à eux.

Des éducatrices et des éducateurs au service du tronc commun devront être soigneusement choisis, traités avec le plus grand respect, tenus à des mises à jour régulières et rémunérés généreusement. Ces personnes ont notre trésor national entre leurs mains aux premières heures du développement de l'enfant jusqu'à l'adolescence.

Après cette période d'ancrage, l'arbre au tronc solide développera sa ramure et sera prêt pour affronter la pluie et le beau temps. À l'instar du chêne, le jeune développera ses talents et sera prêt à servir la société qui l'a formé. En dépit des vents dévastateurs d'idéologies réductrices, notre jeunesse affrontera la vie la tête haute et bien faite, craignant davantage l'ignorance que la maladie.

Seul le vouloir politique courageux et novateur pourra soutenir une telle option. Jacques Brel écrivait : «On meurt par manque d'imprudence!» Aurons-nous l'audace d'un Paul Gérin-Lajoie pour relancer l'envie d'une éducation de qualité adaptée à notre siècle ? Nous donnerons-nous cette richesse collective d'une jeunesse bien éduquée ?

Oserons-nous pareil défi, pareil investissement ? Obtiendrons-nous un gouvernement solide comme un chêne et portant sa vision à partir de la plus haute branche ?

Les membres du comité exécutif du Groupe Solidarité Justice : Céline Beaulieu, Louise Breton, Denise Brunelle, Francine Fournier, Renée Ntagungira, Josée Sarrazin

Le Canada demande une enquête internationale et s'ingère dans les affaires intérieures du Venezuela

Guy Roy, Lévis

Madame Freeland, l'enquête sur le Venezuela que vous réclamez avec votre gouvernement est déjà faite : c'est le Bureau du Haut Commissaire des Nations Unies aux Droits de l'Homme qui l'a effectuée.

Cette enquête conclut :

«Les problèmes (du Venezuela) sont dus, en grande partie, à la guerre économique et au blocus financier contre le Gouvernement de Nicolás Maduro».

Le document (du Haut Commissariat) compare les sanctions et les blocus économiques modernes contre les pays aux *« sièges des villes mis en place au Moyen Age dans l'intention des les obliger à se rendre. »*

Il est catégorique sur le fait *«qu'au Venezuela, il n'y a pas de crise humanitaire ni de crise de l'alimentation».*

D'ajouter : *« pendant ces 60 dernières années, des guerres économiques ont été livrées contre Cuba, le Chili, le Nicaragua, la République Arabe de Syrie et la République Bolivarienne du Venezuela pour faire échouer leurs économies, faciliter le changement de régime et imposer un point de vue économique néolibéral pour discréditer les Gouvernements sélectionnés. »*

Pour ensuite expliquer que : *« les sanctions économiques qui touchent des populations innocentes contreviennent à l'esprit et à la lettre de la Charte des Nations Unies, »* c'est pourquoi il suggère de faire une enquête appropriée sur l'ingérence internationale au Venezuela.

Dans le cas du Venezuela, Zayas (l'auteur du rapport) assure que *«les effets des sanctions imposées par les Présidents Obama et Trump et les mesures unilatérales prises par le Canada et l'Union Européenne ont aggravé directement et indirectement la pénurie de médicaments »* et il indique que *« les sanctions économiques ont causé des retards dans la distribution (des aliments, des médicaments et des articles de première nécessité) et ont contribué à de nombreuses morts. »* Il qualifie ces mesures de crimes contre l'humanité : *« Les sanctions économiques tuent, »* écrit-il.

«Ce qui se passe au Venezuela « est une crise économique qu'on ne peut pas comparer aux crises humanitaires à Gaza, au Yémen, en Libye, en République Arabe de Syrie, en Iraq, en Haïti, au Mali, en République de Centrafrique, au Soudan du Sud, en Somalie ou au Myanmar, entre autres».

«Les principes de non intervention et de non-ingérence dans les affaires intérieures des États souverains qui font partie du droit international coutumier. Aucun État ne peut utiliser ou encourager l'utilisation de mesures économiques, politiques ou d'une autre sorte pour contraindre un autre État pour obtenir de lui la subordination de l'exercice de ses droits souverains. Aucun État ou groupe d'États n'a le droit d'intervenir directement ou indirectement, pour quelque raison que ce soit, dans les affaires intérieures d'un autre État, quel qu'il soit. Est interdite l'intervention des Forces Armées et de toute autre forme d'interférence ou de toute tentative de menace contre l'entité de l'État ou contre ses éléments politiques, économiques et culturels».

Pour l'expert, la solution à la situation du Venezuela *«réside dans les négociations de bonne foi entre le Gouvernement et l'opposition, la fin de la guerre économique et la levée des sanctions».*

D'autre part, il appelle les pays du monde à apporter leur aide : *« La solidarité internationale envers le peuple vénézuélien devrait faciliter la libre circulation des aliments et des médicaments pour pallier la pénurie actuelle. L'aide doit être vraiment humanitaire et ne pas poursuivre des buts politiques ultérieurs »* et il ajoute que *« les Etats riches devraient faciliter l'assistance humanitaire en coordination avec des organisations neutres »* puisque *« la priorité est d'aider vraiment les Vénézuéliens en respectant la souveraineté de l'État. »*

Ce compte rendu du rapport est tiré du site WEB français «Le Grand Soir» que vous pouvez consulter pour plus de détails sur différentes analyses de la situation dans le monde. Les extraits sont une traduction du Blog : Bolivar Info

Il faudra bien se demander un jour si le Canada fait partie de cette communauté internationale ou s'il se range derrière l'OTAN avec les grandes puissances qui n'ont de politique étrangère que pour les intérêts mesquins de leurs pays au détriment du sort des peuples de la planète qui aspirent pour le mieux à plus d'indépendance, moins d'ingérence et de paternalisme dans la course à l'hégémonie mondiale. Pourquoi ne pas ouvrir le chemin vers ce monde multipolaire dont on parle de plus en plus et qui suscite l'espoir dans un monde où chacun aurait une place, quel que soit le régime que le peuple choisit pour se développer ?

Le Canada demande une enquête internationale et s'ingère dans les affaires intérieures du Venezuela

Guy Roy, Lévis

Si la question des droits humais devait présider à la détermination de la politique étrangère du Canada, elle devrait au moins se soumettre, dans sa promotion, à la Chartes des Nations Unies qui représente à l'heure actuelle la seule règle que se sont donnée les pays pour vivre en harmonie et régler leurs conflits. Elle ne devrait en aucun cas placer la lutte idéologique libérale au-dessus du droit international tel qu'il a évolué après la Deuxième Guerre Mondiale au XXe siècle. Cela inclut le droit à l'autodétermination des peuples et le respect de leur souveraineté.

La demande du Canada

Madame Freeland, vous êtes donc complètement dans les patates. Votre association avec des pays d'Amérique du Sud hostiles au Venezuela explique peut-être pourquoi le Canada n'obtiendra pas de siège au Conseil de Sécurité de l'ONU malgré une campagne agressive de votre pays. Vous et votre gouvernement vous associez aux pires réactionnaires du monde et vous vous prétendez «progressistes» du même souffle.

Dans le contexte actuel où le Tiers-Monde, émergent ou non, fait la différence sur bien des aspects de la gouvernance mondiale en terme de respect de l'indépendance des peuple et des pays, vous vous ingérez partout en donneur de leçon idéologique plutôt que d'avoir le moindre respect pour le droit international. Vous miner sous vos pieds les capacités du Canada de jouer quelque rôle «progressiste» que ce soit sur cette planète.

Tout en dénonçant le non respect des droits humains en Arabie Saoudite, vous lui vendez des armes qui sont en train de provoquer la pire crise humanitaire du siècle. Vous vous penchez sur le sort des Rohinguas et maintenez la citoyenneté d'honneur canadienne à la présidente birmane qui renonce à son autorité sur leurs tortionnaires. Vous appelez les Québécois à recevoir en concitoyens des miliers de Syriens tout en attisant, aux côtés des États-Unis, une guerre qui les fait fuir leur pays. Vous entretenez une hostilité maladive envers la Russie à coup de sanctions économiques, toujours aux côtés des USA, et vous vous mettez ainsi à dos un pays dont le Tiers -Monde se souvient comme d'un intervenant majeur dans leurs luttes de libération nationale du temps de l'URSS.

Vraiment Madame Freeland, je ne comprends rien de rien à une politique étrangère du Canada qui s'attire les foudres du monde en se collant à une puissance qui nous en fait baver, à nous et au reste de la planète, et dont le président fait rire de lui à l'ONU par toute la communauté internationale. Vous coller ainsi à cette puissance déclinante n'a rien de ce qui pourrait être vu comme une amitié stratégique. Cela tient du suicide diplomatique.

Il faudra bien se demander un jour si le Canada fait partie de cette communauté internationale ou s'il se range derrière l'OTAN avec les grandes puissances qui n'ont de politique étrangère que pour les intérêts mesquins de leurs pays au détriment du sort des peuples de la planète qui aspirent pour le mieux à plus d'indépendance, moins d'ingérence et de paternalisme dans la course à l'hégémonie mondiale. Pourquoi ne pas ouvrir le chemin vers ce monde multipolaire dont on parle de plus en plus et qui suscite l'espoir dans un monde où chacun aurait une place, quel que soit le régime que le peuple choisit pour se développer ?

Si la question des droits humais devait présider à la détermination de la politique étrangère du Canada, elle devrait au moins se soumettre, dans sa promotion, à la Chartes des Nations Unies qui représente à l'heure actuelle la seule règle que se sont donnée les pays pour vivre en harmonie et régler leurs conflits. Elle ne devrait en aucun cas placer la lutte idéologique libérale au-dessus du droit international tel qu'il a évolué après la Deuxième Guerre Mondiale au XXe siècle. Cela inclut le droit à l'autodétermination des peuples et le respect de leur souveraineté.

J'aspire à l'indépendance du Québec pour mon peuple, mais comme citoyen, encore malheureusement canadien, je me sens une responsabilité de partager avec vous les valeurs acquises dans ce combat et dans mon implication en solidarité internationale : que cesse l'arrogance néocoloniale des puissances occidentales devant un monde en mutation et que l'on collabore du mieux possible, par la coopération internationale, à un développement pacifique du monde. Que l'hostilité manifeste envers d'autres pays qui tentent de se développer en toute indépendance et en comptant sur eux-mêmes cesse d'être à la source des conflits entretenus par le Canada qui se règlent souvent par la guerre ou des confrontations stériles dont le monde pourrait se passer pour le bien commun de la planète.

Dim.	Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi
30	01 **Élections générales au Québec**	**02**	19 h 03 L'évolution urbaine des vieux faubourgs de Québec avec Réjean Lemoine À la Barberie 310 rue Saint-Roch, Québec	19 h 04 Réinventer Laurentien, de l'autoroute au boulevard urbain Centre communautaire Ferland, 1600, 8è avenue à Limoilou	19 h 05 Bassin Louise, un plan d'eau ludique pour tous et toutes Conseil de quartier Saint-Jean-Baptiste 339, Saint-Joseph est	13 h 30 06 Vers une densification urbaine durable et désirable… Centre communautaire Jean-Guy-Drolet, 16 rue Royal-Roussillon
07	19 h 08 FRAPRU : Dossier noir Logement et pauvreté 2018 Librairie Saint-Jean-Baptiste, 565 rue Saint-Jean	20 h 09 Le Mouvement des sans-terre au Brésil Le Fou AeLiés, Pavillon Pollack, Loc. 1550 Université Laval	10	19 h 30 11 Le show de Job avec Laurence Jalbert au profit de la Maison de Job. Bar l'Impérial, 252 Saint-Joseph	12	13
14	15	13 h 30 16 Atelier sur les déterminants sociaux L'A-Droit de Chaudière-Appalaches, 5635 St-Georges, bur. 130 à Lévis	17	18 h 30 18 Soirée mensuelle du CAPMO Bricolage de l'identité sociale Nous-les-autres et contextes	19	20
9 h 30 à midi 21 Spirale, brunch bénéfice Centre Durocher	18 h 22 S'informer sur l'économie sociale c'est l'adopter Maison de la coopération, 155 Charest Est Salle RC-1	23	19 h 24 Zéro déchet et les alternatives à l'incinération Cégep de Limoilou, salle Sylvain Lelièvre 5$	25	15 h 30 à 20 h 26 Fête d'Halloween dans Saint-Roch Voir Engrenage	27
28	29	30	19 h 31 Cercle Gabriel Garcia-Marquez			

Les événements engagés de la Capitale-Nationale et plus !

Média de la démocratie en action

www.reseauforum.org

Le seul média pour une vue d'ensemble des activités socio-politiques et communautaires : arts engagés, solidarité locale et internationale, défense des droits, démocratie, écologie … — manifestations, conférences, ateliers, etc.